

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 10/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SEMC - 2**

Chemin de la Sablière Jaune - RN 20  
91790 Boissy-sous-Saint-Yon

Références : 0010014580/RAPVI/TT/IC240214  
Code AIOT : 0010014580

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement SEMC - 2 implanté Les Petits buissons 28130 Hanches. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEMC - 2
- Les Petits buissons 28130 Hanches
- Code AIOT : 0010014580
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de sables industriels.

Inspection inopinée réalisée dans le cadre d'une action départementale coup de poing sur la thématique "sécurité et sortie de carrière".

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	Demande d'action corrective	60 jours
5	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 4	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Équipement : Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2	Sans objet
3	Aménagements accès	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 7	Sans objet
4	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Équipement : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Équipement : Prévention des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b> "L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;</li> <li>- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;</li> <li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus ;</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Voie indépendante d'accès et de sortie de la carrière. La vitesse des véhicules est adaptée en entrée et sortie de site. Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins sont relativement propres, compte-tenu de l'ouverture récente de la carrière.</p>

<b>[PdC n°1] : Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.
<b>Constats :</b>  Des dépôts et envols de poussières sont constatés à partir de la sortie de la carrière sur la route départementale 28.  <b>[PdC n°2] : Les véhicules sortant de l'installation sont à l'origine d'envols et de dépôts de poussières sur la voie de circulation publique.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°2] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

## N° 3 : Aménagements accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements accès
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.
<b>Constats :</b>

Un aménagement de voirie a été créé pour les entrées et sorties de site, afin de limiter les risques pour la sécurité publique.

**[PdC n°3] : Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Sécurité du public

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sécurité du public

**Prescription contrôlée :**

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

[...]

**Constats :**

Un contrôle est effectué à l'entrée du site. L'exploitant précise qu'il n'a pas encore créé de registre papier pour les entrées et sorties.  
Le site est clôturé efficacement, des panneaux signalent le danger.

**[PdC n°4] : pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Aménagements préliminaires

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Aménagements préliminaires

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate l'absence de panneau indiquant les éléments définis à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, suite à la modification de l'entrée du site.

L'exploitant indique que ces panneaux sont présents sur site mais n'ont pas encore été installés. L'inspection des installations classées constate en effet la présence de ces panneaux dans les locaux.

**[PdC n°5] : L'exploitant n'a pas installé de panneau indiquant son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°5] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours